

ÉVÉNEMENT

Dexia a besoin de 6,3 milliards d'euros de capital

Un chiffre qui ne veut pas dire grand-chose pour un groupe en démantèlement. KBC n'a pas besoin de nouveau capital, selon l'ABE.

DÉCRYPTAGE

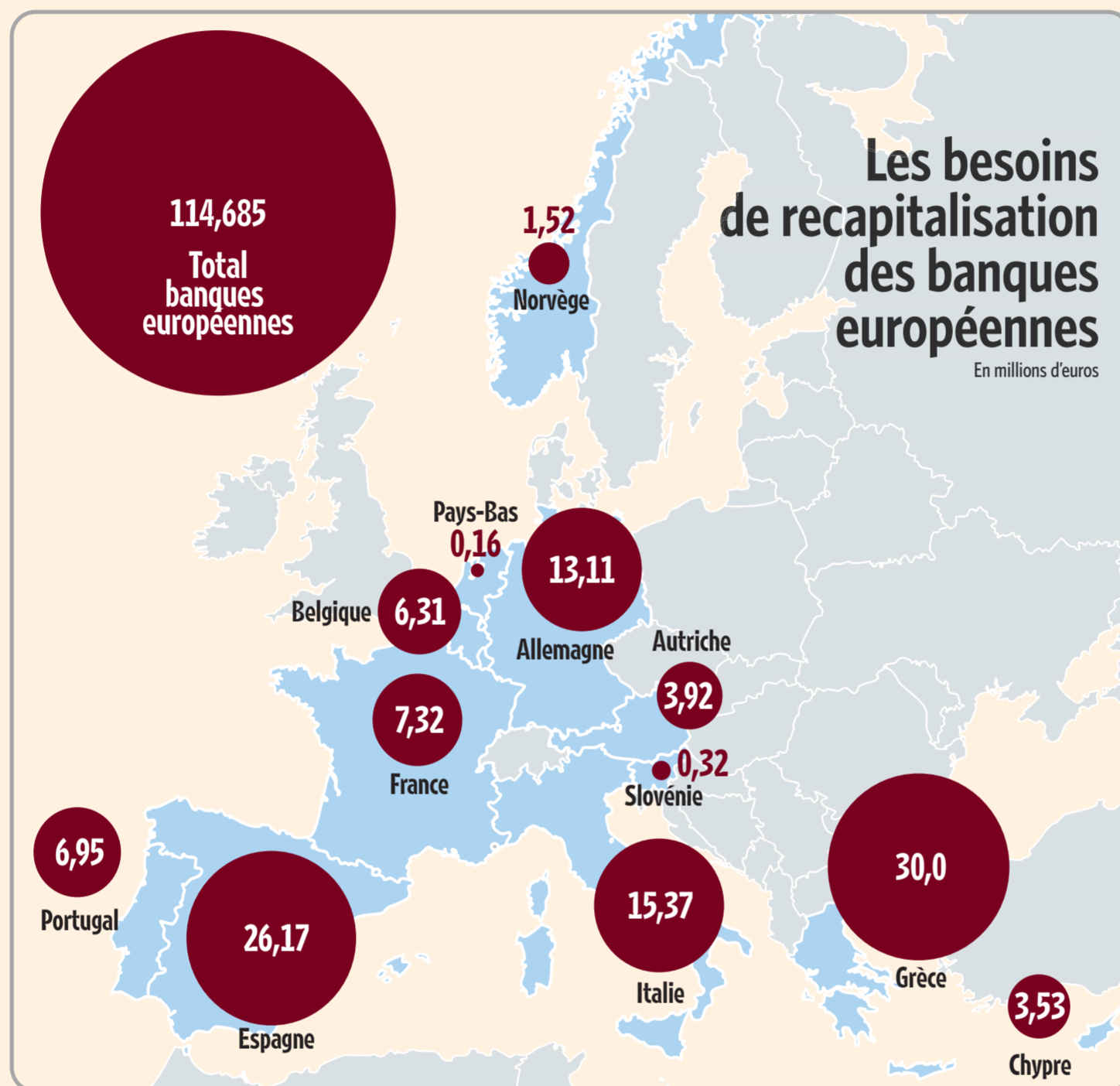
Dominique Liesse

Six milliards trois cents millions d'euros, tel est le besoin en capital supplémentaire nécessaire pour le groupe Dexia. Ce chiffre avancé jeudi par l'Autorité bancaire européenne (ABE) est supérieur à celui énoncé en octobre dernier.

À cette époque, l'ABE considérait que 4,1 milliards d'euros devaient venir grossir le capital des banques belges dont 3,9 milliards pour le seul groupe Dexia. Un besoin réduit à 1,7 milliard, une fois Dexia Banque Belgique sorti du périmètre.

« L'estimation du déficit en capital de Dexia sur un périmètre excluant Dexia Banque Belgique a augmenté de 2,4 milliards d'euros, indique Dexia, ce qui est principalement la conséquence de l'impact d'une dégradation de l'environnement de marché sur les résultats du troisième trimestre 2011. » Une grosse partie (1,4 milliard) provient de la nouvelle dépréciation des positions grecques. Dexia suit ainsi le plan de participation des créanciers privés décidé le 26 octobre en sommet européen et qui demande d'acter une décote de 50 %. Le reste (900 millions) vient des instruments dérivés de couvertures sur ces positions.

Grâce à la vente de Dexia Banque Belgique, pour 4 milliards d'euros, le groupe a déjà retrouvé du capital et peut diminuer ses besoins à 4,2 milliards d'euros. Mais ces chiffres, tout impressionnants qu'ils sont, n'ont pas réellement d'impact sur le destin de Dexia. Le groupe est en procédure de démantèlement. La vente de la filiale luxembourgeoise BIL pour 1 milliard est en phase de finalisation. Et d'autres entités comme la Turquie Denizbank, RBC Dexia Investor Services, Dexia Asset Management, Dexia Municipal Agency vont renforcer sa position en capital. D'ailleurs, « le groupe restructuré, qui ne poursuivra pas le développement d'une activité transfrontalière significative et qui va graduellement réduire sa taille, ne demeurera pas dans



l'échantillon de l'ABE», souligne la Banque nationale de Belgique.

► **KBC** : Le groupe flamand a passé le test sans encombre, comme ce fut déjà le cas lors de la précédente publication de l'ABE.

« KBC Bank satisfait déjà au ratio Core Tier 1 de 9 % après retrait des filtres prudentiels sur les actifs souverains dans le portefeuille de titres disponibles à la vente et après évaluation prudente, reflétant les prix du marché à fin septembre, des dettes

souveraines dans les portefeuilles de prêts et créances et d'actifs dé-

► **BNP Paribas Fortis** : Le pôle belge de BNP Paribas n'est

aux exigences de Bâle III déjà plus strictes que celle prises par l'ABE. « Notre Tier one s'élève à 17,7 % », se félicite Liliane Tackaert, responsable presse.

► **ING Belgique** : Le dernier des quatre mousquetaires belges, comme son homologue BNPP Fortis, est testé par le biais de sa maison-mère néerlandaise. Le ratio tier one de la filiale belge s'élève à 15,8 %, indique Ilse De Muyer, porte-parole, déclarant ainsi que l'enseigne est suffisamment armée en termes de capital. ■

« Démentelée, Dexia ne sera plus testée par l'autorité bancaire. »

tendus jusqu'à échéance », indique le bancassureur. Par ailleurs, le groupe s'attelle toujours à l'implémentation du plan avalisé par l'Europe.

pas testé. Il est englobé dans les résultats de sa maison-mère. Néanmoins, on affirme que le capital de la banque belge est largement suffisant pour faire face

Un besoin de 115 milliards pour le secteur européen

Quasi au même instant alors que s'ouvrait hier soir à Bruxelles le sommet européen de la dernière chance, l'autorité bancaire européenne, l'EBA a levé le voile sur les résultats définitifs des stress tests bancaires. Les 70 principaux établissements financiers du Vieux continent, plus que jamais fragilisés par la crise de la dette, ont un besoin total de 114,7 milliards d'euros, selon les chiffres définitifs divulgués hier. C'est un peu plus que le montant provisoire de 106 milliards qui avait été mis en évidence en octobre par le régulateur bancaire. Comment expliquer cet écart ? En fait, les montants publiés hier prennent en compte les dernières

maine dernière en indiquant son intention de racheter jusqu'à 600 millions d'euros d'instruments de capital hybrides, pour respecter les nouvelles normes de fonds propres. Deutsche Bank devra quant à elle trouver 3,2 milliards d'euros supplémentaires. Ces nouveaux objectifs paraissent difficiles à atteindre sans injection de fonds publics. Berlin a d'ailleurs déjà prévu de réactiver son fonds d'aide aux banques mis en place en 2008.

La facture est en revanche moins salée pour les banques françaises. Les besoins ont en effet été revus à la baisse pour atteindre 7,3 milliards au lieu de 8,84 milliards. BNP Paribas, mai-

“

Jusqu'au 20 janvier 2012 pour présenter un plan.

son-mère de Fortis devra se renforcer à hauteur de 1,5 milliard contre 2,1 milliards initialement. Pour les banques italiennes, le chiffre est resté quasi stable à 15,4 milliards d'euros ainsi que pour les banques espagnoles qui ont besoin de 26,17 milliards. Les banques grecques arrivent quant à elle en tête du classement avec un besoin de 30 milliards. Au total, les besoins en capitaux des 70 plus grandes banques de l'Union européenne ont été passés au crible. L'objectif est de renforcer leur solidité en portant à 9 % le ratio de leurs fonds propres durs (capital et bénéfice mis en réserve) d'ici fin juin 2012. Les banques ont jusqu'au 20 janvier pour présenter leur plan de recapitalisation. Il devra ensuite être mis en œuvre et bouclé d'ici juin 2012. ■

L'ALLEMAGNE PERDANTE

Le nouvel exercice se révèle tout particulièrement défavorable pour les banques allemandes. Leurs besoins en capitaux ont été plus que doublés à 13,1 milliards d'euros. L'essentiel de cette révision à la hausse s'explique par les besoins de Commerzbank, pour 5,3 milliards d'euros. La première banque du pays avait pris les devants la se-

son-mère de Fortis devra se renforcer à hauteur de 1,5 milliard contre 2,1 milliards initialement. Pour les banques italiennes, le chiffre est resté quasi stable à 15,4 milliards d'euros ainsi que pour les banques espagnoles qui ont besoin de 26,17 milliards. Les banques grecques arrivent quant à elle en tête du classement avec un besoin de 30 milliards. Au total, les besoins en capitaux des 70 plus grandes banques de l'Union européenne ont été passés au crible. L'objectif est de renforcer leur solidité en portant à 9 % le ratio de leurs fonds propres durs (capital et bénéfice mis en réserve) d'ici fin juin 2012. Les banques ont jusqu'au 20 janvier pour présenter leur plan de recapitalisation. Il devra ensuite être mis en œuvre et bouclé d'ici juin 2012. ■

K.T

Cinq clés pour comprendre

Depuis l'éclatement de la crise financière en Europe se succèdent. Renforcer les fonds propres coûte que coûte, mais comment et pour quelles raisons exactement ? Alors que la zone euro risque de basculer dans le chaos, qui viendra à la rescousse ? Éléments de réponse...

1 Des fonds, pour quoi faire ?

Dans un environnement économique incertain marqué par l'aggravation de la crise de la dette, l'objectif premier est de renforcer la solidité financière des banques et d'éviter ainsi que les États ne doivent venir les secourir comme ce fut le cas en 2008. Cette nouvelle opération de recapitalisation du secteur financier doit permettre aux établissements de crédit de constituer un matelas de fonds propres supplémentaires

pour encaisser les futurs chocs.

2 Qu'a-t-on déjà fait depuis 2008 ?

Depuis la crise financière de 2008, quelque 420 milliards d'euros ont été injectés dans les banques européennes, a indiqué la Commission européenne à la fin du mois de septembre. « Depuis la fin 2009, les besoins en capitaux supplémentaires sont principalement liés à l'exposition des banques aux dettes souveraines des États, et au secteur privé », explique Alex Koagne, analyste financier chez Natixis. Dans le même temps, les banques doivent se mettre en ligne avec les réformes prudentielles de plus en plus exigeantes en fonds propres.

3 Quels critères d'évaluation ?

Pour ces derniers stress tests euro-

peens, les banques ont dû détailler pour la première fois leur exposition au risque souverain, soit le montant des dettes publiques des pays en difficulté qu'elles ont accumulées. Le risque d'un défaut grec n'a toutefois pas été pris en compte. L'autorité bancaire européenne, l'EBA, a élaboré deux scénarios : l'un de base reprenant les principales prévisions macroéconomiques en vigueur, et l'autre dit « adverse » retenant des hypothèses théoriques de choc économique en 2011 et 2012. Le scénario de crise prévoit par exemple une baisse de 0,5 % cette année du PIB (produit intérieur brut) de la zone euro, une chute de 15 % des Bourses européennes et un plongeon des marchés immobiliers.

4 Qui va financer ces recapitalisations ?

Les États exsangues n'ont plus vrai-

ment de marge de manœuvre pour venir en aide au secteur bancaire. Les sauvetages de 2008 ont mis à mal leurs finances, et les cures d'austérité budgétaire qu'ils s'administrent sous la pression des marchés les poussent à envisa-

“

Le secteur privé à la rescousse.

ger d'autres options. C'est donc vers le secteur privé que tous les regards se tournent, et c'est dans cette direction que les banques doivent aller en priorité, ainsi qu'a eu l'occasion de l'indiquer la Commission européenne.

Pour renforcer leur capital, les principales banques européennes ont exclu le recours aux marchés, vu la situation délétère sur les Bourses mondiales. Dès lors, comment faire ? Les établissements de crédit ont par exemple la possibilité de convertir des actions de préférence en actions ordinaires. En dernier recours, il y a toujours la perspective de faire appel au fonds de secours européen qui a été reconduit pour une durée d'un an. Ces dernières semaines, plusieurs grandes banques européennes ont annoncé des programmes de réduction de la taille de leur bilan et des cessions d'actifs afin de renforcer leur solvabilité.

5 Doit-on craindre un effet domino ?

L'agence de notation Standard & Poor's a mis la pression maximale en plaçant sous surveillance la note qu'elle

accorde à l'Union européenne et à ses principaux pays membres. « En cas de dégradation de la note des États en dessous du double AA-, les banques auront certainement besoin de davantage de capital. Un effet domino sur les banques européennes n'est pas exclu », souligne Alex Koagne. La situation pour les banques est d'autant plus critique que S & P menace désormais de dégrader la note de grandes institutions européennes à l'image de la Française BNP Paribas ou des Allemandes Deutsche Bank et Commerzbank. « Ce qui compte réellement, c'est le sommet européen, et non pas les chiffres de l'EBA. Le véritable enjeu est de savoir si l'on va trouver une solution pour soutenir le prix des obligations souveraines de la zone euro sur le marché secondaire », insiste de son côté Christophe Nijdam, analyste financier chez AlphaValue à Paris. ■

Krystèle Tachdjian